Le XVIIe réclame son arrêté antimendicité

Brigitte Kuster, maire UMP de l'arrondissement, a saisi le préfet de police de Paris pour que des mesures soient prises dans le secteur des avenues de Wagram et des Ternes

Les arrêtés antimendicité dans le secteur de l'Etoile et des Champs-Elysées (VIIIe) ont-ils engendré la délocalisation du phénomène vers d'autres lieux ? A en croire les témoignages adressés aux maires de certains arrondissements, plusieurs quartiers auraient vu arriver depuis l'automne une nouvelle forme de mendicité. L'avenue Montaigne, dans le même VIIIe arrondissement, serait touchée, mais aussi le quartier du BHV (IVe) et les alentours des avenues de Wagram et des Ternes (XVIIe).

Excédée par la hausse de cette "mendicité agressive", la maire UMP du XVIIe arrondissement, Brigitte Kuster, a saisi hier le préfet de police de Paris, Michel Gaudin, "à propos des difficultés qu'engendre la présence de plus en plus nombreuse de Roms et de personnes sans abri dans ce secteur". Dans un communiqué, l'élue de droite indique que, "au-delà des conditions de vie et d'hygiène indignes dans lesquelles vivent ces personnes, la multiplication des actes commis par certaines d'entre elles suscite une très profonde inquiétude parmi la population". La maire estime que les avenues de Wagram et des Ternes "méritent un traitement équivalant à celui des Champs-Elysées".

ALFRED/SIPA

▶ Les Champs-Elysées font l'objet d'un arrêté antimendicité.

Hier, Brigitte Kuster s'est aussi entretenue avec Michel Gaudin, qui ne s'est pas dit opposé sur le principe mais ne s'est pas encore prononcé. A ce jour, trois arrêtés antimendicités ont été pris à Paris dans le Ier, le VIIIe, et le IXe arrondissement. Pour des résultats qui restent mitigés selon certains. "Il n'y a rien eu de miraculeux pour l'instant, commente Jean-François Legaret, maire UMP du Ier. Et ce n'est pas faute d'avoir des effectifs de police en place ! Le problème, c'est que la réponse judiciaire n'est pas là."

Début décembre, les socialistes parisiens avaient déjà vivement protesté contre ces mesures. "Faire de la lutte contre la mendicité dans des quartiers aisés une urgence me semble injuste et inadapté", avait indiqué Bertrand Delanoë. "C'est l'exclusion que nous avons le devoir de combattre, et non pas les exclus", renchérissait alors Jacques Bravo, maire du IXe arrondissement.

AURÉLIE SARROT
WWW.METROFRANCE.COM

Tous droits réservés - Reproduction et rediffusion interdites